

# BNP PARIBAS: SORTEZ DES FOSSILES

Ce document, publié en partenariat avec les Amis de la Terre France, fait partie d'une série de notes publiées par BankTrack, une ONG internationale qui suit de près les activités des banques et leurs impacts sur les populations et la planète. Plus d'informations sur les soutiens des banques au charbon sur le site, en anglais, [www.coalbanks.org](http://www.coalbanks.org). Vous pouvez aussi contacter Yann Louvel à [yann@banktrack.org](mailto:yann@banktrack.org) et Lucie Pinson à [lucie.pinson@amisdelaterre.org](mailto:lucie.pinson@amisdelaterre.org)

## MAI 2017

### CLIMAT : APRÈS LE CHARBON, BNP PARIBAS DOIT S'ATTAQUER AUX AUTRES PROJETS FOSSILES

Sponsor officiel de la COP21, BNP Paribas a fait valoir son engagement pour le climat en annonçant ses principales mesures de retrait du secteur du charbon en novembre 2015. Mais un an et demi plus tard, force est de constater que la banque continue de soutenir des entreprises qui développent le charbon, et qu'elle n'a pris aucune mesure significative concernant les secteurs du pétrole et du gaz. Au contraire, BNP Paribas est directement impliquée dans de nouveaux projets fossiles aux Etats-Unis.

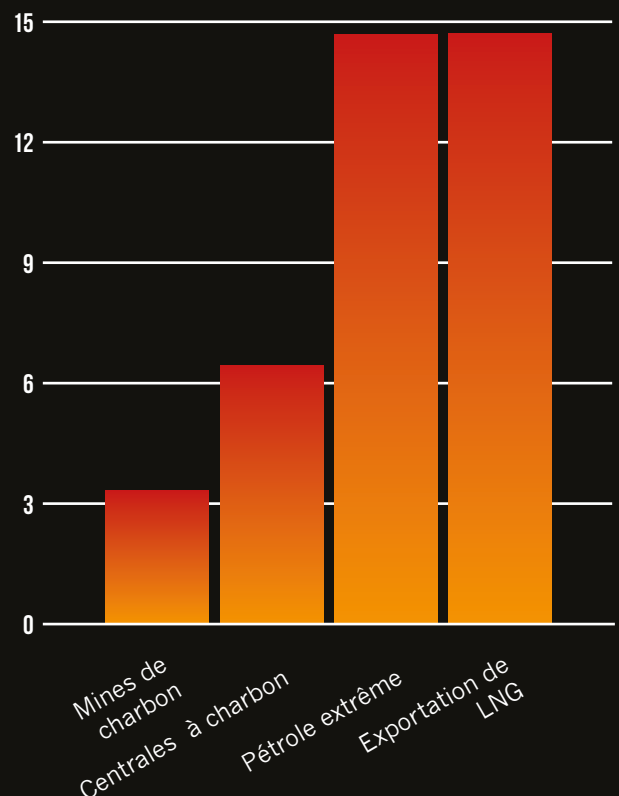
Ces projets sont pourtant totalement incompatibles avec la science climatique qui nous indique que pour rester sous l'objectif de l'Accord de Paris, de 1,5°C, et même pour celui de 2°C maximum de réchauffement de la planète, plus aucun projet fossile ne doit être réalisé dans le monde, dès maintenant. Il n'y a non seulement plus de place dans notre budget carbone pour les plus de 1000 nouvelles centrales à charbon encore prévues dans les années à venir, mais les énergies fossiles non conventionnelles comme les sables bitumineux ou les gaz de schiste sont les prochaines à devoir rester inexploitées.

Pendant la COP21, BNP Paribas a signé l'Appel de Paris, qui l'engage 'à faire en sorte que le niveau d'ambition énoncé par l'accord soit respecté voire dépassé afin de limiter la hausse de la température à moins de 2° Celsius'. Elle doit donc impérativement prendre de nouvelles mesures pour respecter cet engagement, d'autant plus dans un contexte international où l'incertitude du retrait des Etats-Unis pèse sur l'Accord de Paris. C'est la seule solution pour ne pas se rendre complice des climato-sceptiques qui ont pris le pouvoir à Washington, et pour faire sa part dans la lutte mondiale contre les changements climatiques qui font déjà des millions de victimes à travers le monde, et aggravent les violations des droits humains et la corruption.

Concrètement, BNP Paribas doit d'ici la fin 2017 s'engager à arrêter tous les financements de projets fossiles, ainsi que les financements aux entreprises actives dans les énergies fossiles non conventionnelles. Après avoir été impliquée dans le scandale du Dakota Access Pipeline et la violation des droits de la tribu des Sioux de Standing Rock, c'est par une exclusion des

projets d'infrastructures prévus en Amérique du Nord, comme les terminaux d'exportation de gaz naturel liquéfié issu des gaz de schiste, ou les oléoducs de sables bitumineux canadiens, comme Keystone XL, que BNP Paribas doit commencer à tourner la page des énergies fossiles.

FINANCEMENTS DE BNP PARIBAS (EN MILLIARDS DE DOLLARS, 2014-2016) A DES ENTREPRISES ACTIVES DANS :



Tous ces montants sont tirés du rapport 'Fossil Fuel Finance Report Card 2016', accessible sur cette page: [www.ran.org/shorting\\_the\\_climate](http://www.ran.org/shorting_the_climate)

## L'URGENCE DU MOMENT : NE PAS SE RENDRE COMPLICE DE LA POLITIQUE ANTI-CLIMAT DE DONALD TRUMP AUX ETATS-UNIS

L'élection de Donald Trump à la Maison-Blanche en novembre dernier a fait l'effet d'une bombe à l'échelle internationale dans la lutte contre les changements climatiques. Celui-ci menace de retirer la première puissance mondiale de l'Accord de Paris ou de ne pas appliquer ses engagements en matière de réduction de gaz à effet de serre.

Donald Trump n'a déjà pas perdu de temps pour démanteler les réglementations environnementales et faciliter l'expansion des énergies fossiles aux Etats-Unis... avec la complicité des banques françaises !

Dès son arrivée au pouvoir, il a relancé les très controversés Dakota Access Pipeline et Keystone XL, et pas moins de deux autres oléoducs de sables bitumineux et 40 terminaux d'exportation de gaz naturel liquéfié issu de l'exploitation des gaz de schiste attendent de recevoir les mêmes largesses.

BNP Paribas est déjà impliquée dans le scandale du Dakota Access Pipeline, contesté par les Sioux de Standing Rock en raison des menaces qu'il fait peser sur leur accès à l'eau et sur leur identité, et condamné au niveau mondial suite aux graves violations des droits humains dont les promoteurs sont responsables.

Les autres projets d'infrastructures prévus contiennent tous les mêmes risques et impacts inacceptables sur le climat, puisqu'ils impliquent plus de gaz de



schiste et plus de sables bitumineux, mais aussi sur les droits des communautés locales et des peuples autochtones. Et ils comportent des risques de réputation pour toutes les banques s'en approchant, risques d'autant plus forts pour les banques présentes sur le marché des particuliers outre-atlantique.

Il est donc urgent que BNP Paribas, qui a une importante filiale de banque de détail aux Etats-Unis, Bank of the West, tire toutes les leçons des erreurs commises avec le Dakota Access Pipeline et s'engage à ne financer aucun oléoduc ni aucun terminal méthanier dans le pays.

## TEXAS LNG : BNP PARIBAS EXPORTE LE CHAOS CLIMATIQUE

BNP Paribas doit d'ores et déjà se retirer d'un projet de terminal méthanier dans lequel elle est impliquée : le projet Texas LNG, dans la vallée du Rio Grande, au sud du pays.

La banque française organise en effet le financement de ce projet, qui s'élève à environ 2 milliards de dollars. Construire ce terminal entraînera une augmentation de la fracturation hydraulique, une pratique interdite en France en raison de ses impacts lourds sur l'eau et la santé des populations, et des émissions en aval supérieures à celles de trois centrales à charbon. De plus, les risques pour des espèces protégées et l'absence de consultation de la tribu Esto'k Gna laissent déjà entrevoir un nouveau Dakota Access Pipeline, à moins que BNP Paribas ne s'en retire.

Les Amis de la Terre, en partenariat avec l'association communautaire locale "Save RGV from LNG" et ses partenaires américains de Rainforest Action Network, ont donc lancé une campagne ces dernières semaines et demandent le retrait immédiat de BNP Paribas de ce projet.



Manifestation à Standing Rock, photo : Rob Wilson

## MALGRÉ LES EFFORTS, IL RESTE ENCORE DU TRAVAIL POUR SORTIR VRAIMENT DU CHARBON

En faisant son annonce en janvier dernier, BNP Paribas a été la dernière grande banque française à annoncer l'arrêt des financements de projets de centrales à charbon partout dans le monde.

Il reste néanmoins beaucoup à faire pour que la banque se désengage totalement du financement du secteur le plus climaticide des énergies fossiles. Car les financements de projets charbon directs ne représentent qu'une petite part de ces investissements, l'immense majorité étant octroyée par des prêts généraux et l'émission d'actions et d'obligations aux entreprises actives dans ce secteur.

BNP Paribas a bien adopté des critères d'analyse et d'exclusion pour ces entreprises, mais ils restent nettement insuffisants pour être vraiment efficaces. Pour s'en convaincre, il suffit de préciser que la banque n'exclut pas systématiquement les entreprises qui prévoient de nouveaux projets charbon dans le monde.

C'est le cas par exemple des entreprises AES Corporation, KEPCO ou San Miguel Corporation, financées à hauteur de plus de 400 millions de dollars par BNP Paribas ces trois dernières années, qui prévoient plusieurs projets de centrales à charbon aux Philippines, ou encore de PGE et Energa qui elles en construisent au cœur même de l'Europe et que BNP Paribas a financé à hauteur de près de 540 millions de dollars depuis 2014. Si BNP Paribas ne financera pas directement ces projets, rien ne l'empêcherait de les soutenir si elle n'exclut pas ces entreprises de ses financements.

Il est donc urgent que la banque française la plus impliquée dans le secteur du charbon renforce ses critères d'exclusion, et arrête de financer toutes les entreprises qui prévoient de nouveaux projets charbon. Elle doit également arrêter de financer les entreprises qui tirent plus de 30% de leurs revenus des mines de charbon, ou plus de 30% de leur production d'électricité à partir de charbon, et enfin celles qui en produisent ou en brûlent plus de 20 millions de tonnes par an.